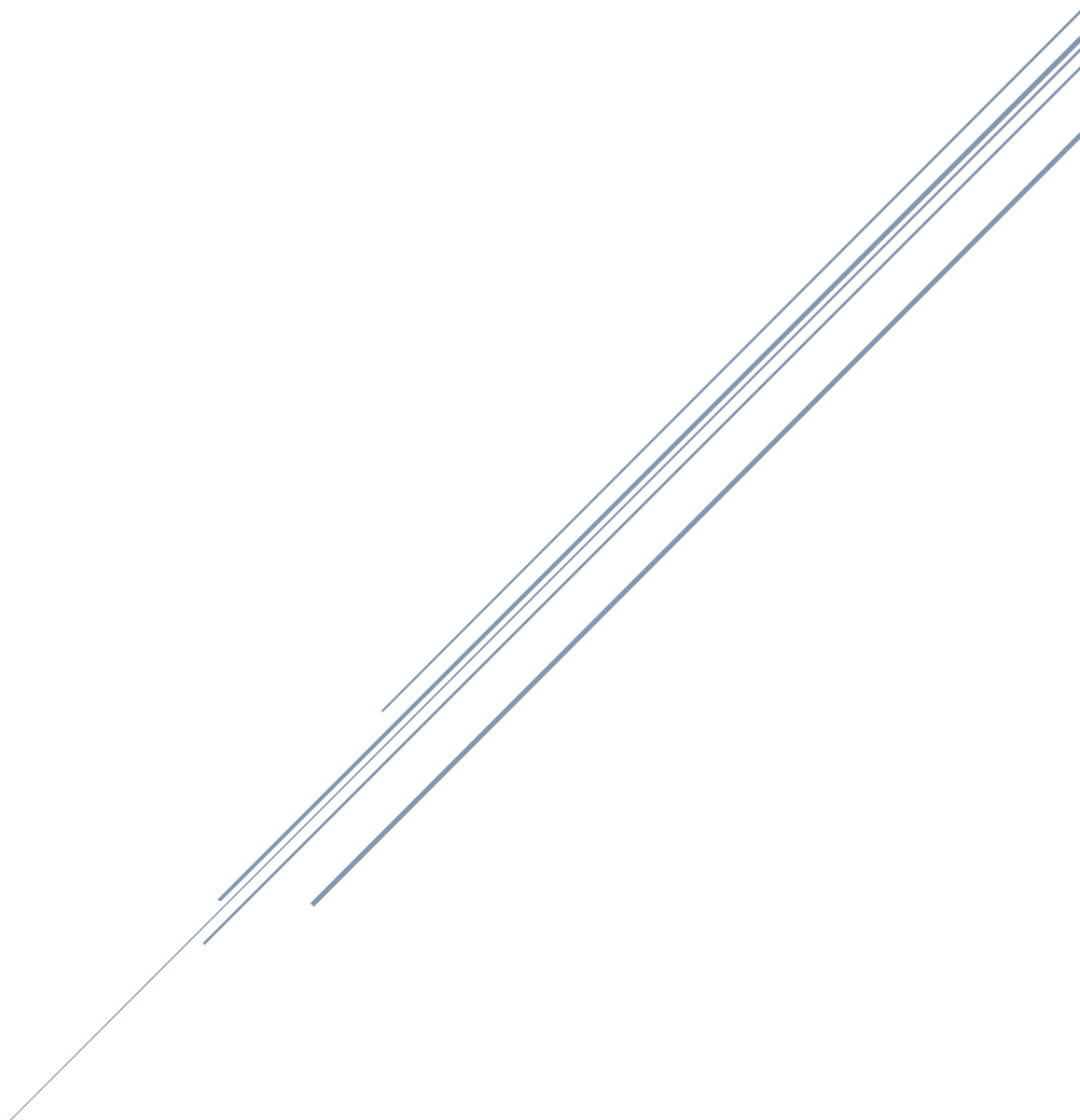


# PROGRAMME DE FISCALITÉ ÉQUITABLE

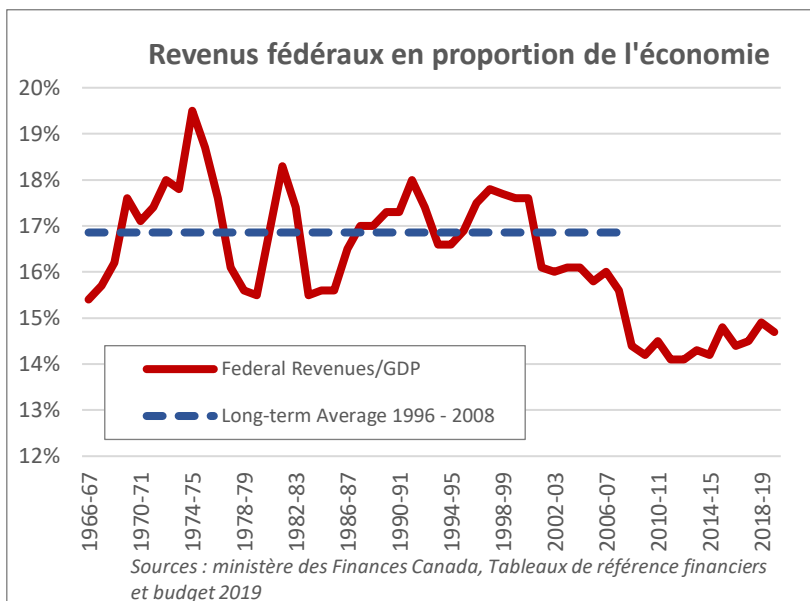


Canadiens pour une fiscalité équitable

## **Programme en matière de fiscalité équitable des Canadiens pour une fiscalité équitable en vue des élections fédérales de 2019 : Sommaire**

Le Canada a besoin d'une réforme fiscale progressive substantielle, non seulement pour générer des revenus additionnels pour payer les services publics, mais aussi pour contrer les inégalités croissantes et renforcer notre économie.

Les revenus du gouvernement fédéral constituent maintenant seulement 14,7 pour cent de notre économie, plus de deux points entiers de pourcentage en dessous de la moyenne à long terme de 16,9 pour cent. Si les revenus fédéraux atteignaient leur moyenne à plus long terme, le gouvernement fédéral pourrait engranger un revenu additionnel de 50 milliards de plus annuellement.



Nous avons des propositions pour quatre secteurs différents, détaillées ci-dessous.

- Veiller à ce que les sociétés et les riches payent leur juste part en mettant fin aux échappatoires fiscales régressives et en rendant l'impôt plus progressif.
- Lutter contre l'évasion fiscale, l'évitement fiscal et les paradis fiscaux.
- Améliorer la transparence des sociétés.
- Lutter contre les changements climatiques et soutenir le développement durable.

Notre régime fiscal équitable pourrait générer des revenus additionnels de plus de 40 milliards annuellement pour le gouvernement fédéral et des revenus additionnels pour les gouvernements provinciaux. Ces revenus additionnels pourraient financer facilement, par exemple :

- [Le plan pour des services de garde éducatifs abordables pour tous](#), avec un investissement d'un milliard en 2020 et un milliard additionnel chaque année pendant dix ans jusqu'en 2030.
- [Le régime universel d'assurance-médicaments](#), dont le coût est estimé à 10 milliards de plus que ce que les gouvernements fédéral et provinciaux payent à l'heure actuelle, permettant des économies moyennes de 600 \$ par ménage.
- La gratuité scolaire à l'université et au collège pour tous les Canadiens. Montant total des frais de scolarité [jusqu'à environ 9 milliards](#) (y compris pour les étudiants étrangers, le coût net serait moins élevé sans le crédit d'impôt pour frais de scolarité).
- Des éléments du « New Deal Vert » comme l'efficacité énergétique des bâtiments et de

40 % des foyers canadiens, qui permettrait de réduire la quantité d'énergie utilisée et le montant des factures des propriétaires de 30 % en moyenne, et l'amélioration de l'efficacité d'autres bâtiments de 50 % [au coût estimé de 6 milliards annuellement](#) (et générant plus 80 000 emplois annuellement).

*Remarque : ceci est un résumé de notre [programme de 12 pages, offert en anglais dans son intégralité ici](#).*

## Les propositions de notre programme de fiscalité équitable

### A. Veiller à ce que les sociétés et les riches payent leur juste part en mettant fin aux échappatoires fiscales régressives et en rendant l'impôt plus progressif

#### 1. Mettre fin aux échappatoires fiscales régressives : **Total de 16 milliards et +**

- a. **Mettre fin aux déductions pour option d'achat d'actions**, l'échappatoire fiscale liée à l'impôt sur le revenu des particuliers la plus régressive *du Canada* dont plus de 90 % des avantages profitent aux personnes les plus riches constituant le 1 %. Le budget de 2019 proposait de limiter l'utilisation de cette mesure pour les hauts dirigeants des grandes sociétés parvenues à maturité, mais cela ne réglerait pas l'ensemble du problème et permettrait à chacun d'obtenir une baisse d'impôt liée aux options d'au moins 200 000 \$ chaque année. **700 millions.**
- b. **Mettre fin aux taux d'impôt moins élevés sur les gains en capital**, pour les revenus des particuliers et des sociétés. On estime que le taux d'impôt réduit sur les gains en capital – l'augmentation de la valeur des investissements – [coûte au gouvernement](#) environ 8,25 milliards pour l'impôt sur le revenu des particuliers et presque 9 milliards pour l'impôt sur le revenu des sociétés, totalisant plus de 17 milliards annuellement. **13,6 milliards annuellement.**
- c. **Mettre fin aux déductions pour les frais de repas d'affaires et de représentation** Même le président américain Donald Trump [a éliminé ce type de déduction](#) pour les frais de représentation, tout en conservant celles des frais de repas. **500 millions annuellement.**
- d. **Réduire le crédit d'impôt pour dividendes des sociétés.** Cet allègement fiscal devrait se limiter au taux d'impôt payé actuellement par les sociétés. **1 milliard annuellement.**
- e. **Plafond de 65 000 \$ à vie pour les comptes d'épargne libre d'impôt.** Instaurer un plafond de cotisation aux CELI pour cesser d'y injecter l'argent de futurs revenus potentiels. **200 millions annuellement pour commencer, et beaucoup plus au cours des prochaines années.**

- f. **Effectuer un examen ouvert et public des échappatoires et des dépenses fiscales** et des autres méthodes utilisées par les riches et les sociétés pour éviter de payer de l'impôt, notamment les fiducies familiales privées et les paradis fiscaux, pour éliminer ou limiter les situations les plus injustes et coûteuses.
2. **Rendre notre système d'imposition plus progressif :** *Total de 16,7 milliards*
- a. **Rétablir le taux d'impôt des sociétés aux taux qui s'appliquaient il y a dix ans en 2010**, de 15 % à 18 % et hausser le taux d'impôt des petites entreprises proportionnellement de 9 % à 11 %. **7,7 milliards annuellement.**
- b. **Augmenter le taux marginal d'imposition fédéral maximum sur les revenus de plus d'un million de dollars de 33 % à 37 %**, bien à l'intérieur des limites des taux maximisant les revenus [suggérés par différents experts du domaine](#). **1 milliard annuellement.**
- c. **Rendre les règles du jeu équitables dans l'industrie numérique** en appliquant la TPS et la TVH aux importations de services numériques. Appliquer le taux d'impôt des sociétés aux activités des géants du Web étrangers au Canada et éliminer les déductions d'entreprise liées à leurs activités publicitaires. **1 milliard annuellement.**
- d. **Instaurer une taxe de 5 % sur les activités financières comme les traitements et salaires et les profits du secteur financier** comme l'avait suggéré le FMI il y a plusieurs années. L'application d'une taxe à un taux d'environ 5 % aux traitements et salaires, et aux profits dans ce secteur pourrait engendrer **plus de 5 milliards annuellement.**
- e. **Limiter le montant que les sociétés peuvent déduire pour les traitements et salaires de tout haut dirigeant ou employé à 1 million annuellement.** Cette mesure doit avoir une portée générale et viser non seulement le taux de salaire régulier, mais aussi la valeur des options d'achat d'actions, d'autres formes de traitements et salaires et de rémunération au rendement, [comme c'est le cas actuellement aux États-Unis](#).
- f. **Réinstaurer la taxe d'héritage pour les successions les plus élevées.** De nombreux pays perçoivent de l'impôt sur les successions les plus élevées lors de leur transmission. Une taxe d'héritage de 45 % sur les successions de plus de 5 millions engendrerait **2 milliards annuellement.**
- g. **Instaurer un service de formulaires d'impôt pré-remplis et envoyer ces formulaires aux Canadiens qui en font la demande.** Veiller à ce que les plus vulnérables puissent profiter des avantages auxquels ils ont droit et réduire les dépenses et alléger les difficultés des familles en fournissant des formulaires pré-remplis, comme le font certains pays scandinaves.
- h. **Instaurer un seuil de 20 \$, en dessous duquel l'ARC ne perçoit aucune taxe pour les personnes et les petites entreprises.** Hausser le seuil annuel du solde dû de l'ARC de 2 \$ à 20 \$, pour que les Canadiens n'aient pas à payer en dessous de ce seuil, pour toutes les taxes et tous les contribuables, y compris les petites entreprises pour la TPS.

## **B. Lutter contre l'évasion fiscale, l'évitement fiscal et les paradis fiscaux : 6 milliards et +**

### **1. Le Canada devrait prendre l'initiative d'une [réforme en profondeur](#) du système d'imposition international des sociétés** comprenant :

- a. La répartition du revenu imposable ou des profits des multinationales au Canada et dans les autres pays reflétant des facteurs économiques réels comme les ventes, l'emploi et la rémunération, et les biens immobilisés. Cette répartition devrait être combinée à une assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés.
- b. L'imposition unitaire du revenu des multinationales pour empêcher les sociétés de transférer leurs profits vers des sociétés affiliées.
- c. Des restrictions plus sévères visant les méthodes utilisées pour transférer les profits, y compris la limitation de la déductibilité des intérêts et le paiement de droits d'auteur pour la propriété intellectuelle.
- d. Appuyer un taux d'imposition international minimum pour les sociétés pour briser le cercle vicieux de la concurrence fiscale à l'origine des baisses d'impôt.

### **2. Instaurer des pénalités plus sévères et renforcer leur application pour lutter contre l'évasion et l'évitement fiscaux abusifs des riches et des sociétés**, notamment par des amendes plus élevées pour qui favorise et facilite les manœuvres frauduleuses internationales d'évasion fiscale.

### **3. Financement accru de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour les enquêtes, les audits, l'application des lois et la poursuite des sociétés et des riches qui pratiquent l'évasion fiscale à l'étranger.** Les investissements pour l'application des lois et le respect de la conformité de l'ARC ont [rapporté une valeur supérieure à un rapport de 10:1](#) selon l'estimation du ministère des Finances.

### **4. Empêcher les sociétés ou les consortiums qui pratiquent l'évasion fiscale et l'évitement fiscal international abusif d'obtenir des contrats auprès du gouvernement fédéral, ou d'avoir accès à d'autres formes de financement ou de soutien fédéral public et tenir compte des renseignements les concernant lors de l'examen de prises de contrôle par des intérêts étrangers à l'aide d'une liste noire des paradis fiscaux.**

### **5. Mettre fin aux accords préventifs de double imposition avec les paradis fiscaux.** Les sociétés canadiennes possèdent plus de 200 milliards d'actifs dans des paradis fiscaux, situés dans des pays avec lesquels le Canada a signé des conventions fiscales. Ces paradis fiscaux abritent aussi des milliards de dollars supplémentaires appartenant aux riches. Le Canada devrait mettre fin aux accords préventifs de double imposition.

## **C. Améliorer la transparence des sociétés**

### **1. Créer un registre public pancanadien des propriétaires bénéficiaires/réels des sociétés faisant affaire au Canada.** Le gouvernement doit riposter et lutter contre le blanchiment

d'argent, le financement du terrorisme, le « snow washing » et les autres crimes financiers internationaux commis par des sociétés en créant un registre public accessible à l'instar du R.-U. et du gouvernement de la C.-B. pour que personne ne puisse agir sous le nom de sociétés anonymes.

2. **Moderniser et renforcer les exigences en matière de signalement et de lutte contre le blanchiment d'argent dans les secteurs à haut risque de l'économie canadienne.** [Dans les secteurs à haut risque](#) comme l'immobilier, les casinos, les fiducies et les produits de luxe, on devrait avoir l'obligation de recueillir et de vérifier l'information sur la propriété effective au moment de la transaction, et il faut uniformiser les exigences en matière de signalement avec celles des banques et des caisses populaires.
3. **Publier les montants réellement payés par les grandes sociétés (dont le revenu annuel total est supérieur à 100 millions) en impôt fédéral et en impôt des sociétés.** Les montants déclarés dans les états financiers ne reflètent pas nécessairement l'impôt réellement payé par les sociétés.
4. **Rendre publiques les déclarations pays par pays des multinationales.** Le gouvernement fédéral devrait rendre publics les rapports financiers qu'il reçoit actuellement des multinationales dont le revenu total est supérieur à 750 millions € (ou 1,125 milliard CA). Ces rapports fournissent des renseignements de base nécessaires pour déterminer les obligations fiscales, notamment les revenus, le revenu imposable, l'impôt payé, les biens immobilisés et le nombre d'employés.
5. **Publier des statistiques agrégées plus détaillées sur les montants que les sociétés, les fiducies familiales privées et les personnes aux revenus les plus élevés payent en impôt.** L'ARC devrait rendre ces renseignements accessibles de manière agrégée tout en préservant leur confidentialité.
6. **Exiger que l'ARC publie des estimations des écarts fiscaux tous les trois ans ainsi qu'une liste de toutes les personnes reconnues coupables d'évasion fiscale,** notamment les personnes coupables d'évasion fiscale internationale, et partager les données nécessaires à la réalisation de ces estimations avec le directeur parlementaire du budget, comme l'a proposé le sénateur Percy Downe dans le [projet de loi S-243](#).
7. **Exiger de l'ARC qu'elle rende publique l'information sur le nombre et le montant des déductions et des règlements fiscaux.**
8. **Instaurer des mesures de protection plus efficaces pour les dénonciateurs.** Le gouvernement devrait mettre en œuvre les [recommandations du rapport du comité des opérations gouvernementales de la Chambre des communes](#) sur le renforcement des mesures de protection des dénonciateurs pour les fonctionnaires fédéraux.

**D. Lutter contre les changements climatiques et soutenir le développement durable :  
*3,3 milliards et +***

- 1. Renforcer le cadre de la taxe fédérale sur le carbone en mettant fin aux traitements préférentiels pour les grands émetteurs** et en convertissant le mécanisme de plafonds et d'échange de crédits en une taxe sur le carbone transparente avec ajustement fiscal à la frontière. Investir dans des programmes complémentaires, dans le New Deal Vert et dans des mesures de transitions justes pour compenser les coûts additionnels payés par les collectivités et les ménages. **3 milliards annuellement.**
- 2. Éliminer les subventions aux combustibles fossiles.** Le Canada doit agir rapidement pour éliminer toutes les subventions aux combustibles fossiles. Leur coût annuel s'est élevé à 1,6 milliard selon les estimations il y a cinq ans, mais leur valeur a considérablement diminué en raison du déclin de l'industrie et des changements au système d'imposition. **300 millions annuellement.**

## Estimation des revenus

Mesures	Impact	Sources, notes brèves
<b>Mettre fin aux échappatoires fiscales</b>	<b>16 milliards</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre fin aux déductions pour option d'achat d'actions</li> </ul>	700 millions	Ministère des Finances Canada, <a href="#">Dépenses fiscales et estimations 2019</a> (DFE)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre fin aux taux d'impôt moins élevés sur les gains en capital pour l'IRP et l'IRS</li> </ul>	13,6 milliards	DFE, assume 80 % du coût total de plus de 17 milliards
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre fin aux déductions pour les frais de repas et de représentation</li> </ul>	500 millions	DFE pour l'IRS et la TPS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Réduire le crédit d'impôt pour dividendes des sociétés</li> </ul>	1 milliard	Économie estimée de 20 % sur le coût annuel de 5,6 milliards de DFE
<ul style="list-style-type: none"> <li>Plafond de 65 000 \$ pour les CELI</li> </ul>	200 millions	Estimation des économies initiales à partir de 1,6 milliard annuellement, augmentation rapide, coût du programme CELI
<ul style="list-style-type: none"> <li>Autres résultats</li> </ul>	?	
<b>Rendre le système d'imposition plus progressif</b>	<b>16,7 milliards</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter le taux d'impôt général des sociétés à 18 %</li> </ul>	6 milliards	Le <a href="#">Simulateur Budgétaire</a> du DPB
<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter le taux d'impôt des petites entreprises à 11 %</li> </ul>	1,7 milliard	Le Simulateur Budgétaire du DPB
<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmenter le taux d'impôt fédéral sur les revenus des particuliers de plus d'un million à 37 %</li> </ul>	1 milliard	Basé sur les chiffres de Statistique Canada sur les revenus élevés
<ul style="list-style-type: none"> <li>Rendre les règles du jeu équitables dans l'industrie numérique</li> </ul>	1 milliard	Estimation la moins élevée basée sur différents chiffres
<ul style="list-style-type: none"> <li>Instaurer une taxe de 5 % pour activités financières sur les traitements et salaires et les profits du secteur financier</li> </ul>	5 milliards	Estimation du <a href="#">rapport sur les actions équitables du CCPA</a> , chiffres de 2010.
<ul style="list-style-type: none"> <li>Limiter le montant pouvant être déduit par les sociétés pour la rémunération des hauts dirigeants à 1 million chacun</li> </ul>	--	Montant relativement peu élevé
<ul style="list-style-type: none"> <li>Réinstaurer la taxe d'héritage pour les successions les plus élevées</li> </ul>	2 milliards	Estimation basée sur les revenus des États-Unis et des chiffres pour le Canada, de CCPA et BFA
<b>Lutter contre l'évasion et l'évitement fiscaux internationaux</b>	<b>6 milliards</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Estimation générale pour toutes les mesures</li> </ul>	6 milliards	Basée sur l'estimation la moins élevée des pertes du Canada découlant des répercussions internationales de l'imposition des sociétés
<b>Taxe écologique</b>	<b>3,3 milliards</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer le cadre de la taxe fédérale sur le carbone en mettant fin aux traitements préférentiels pour les grands émetteurs</li> </ul>	3 milliards	Estimation basée sur les émissions signalées des grands émetteurs dans les provinces touchées Ne comprend pas les montants additionnels pour un prix plus élevé ou l'ajustement fiscal à la frontière
<ul style="list-style-type: none"> <li>Éliminer les subventions aux combustibles fossiles restantes</li> </ul>	300 millions	L'IISD estime le coût fédéral à 1,6 milliard, mais on s'attend à ce qu'il soit moins élevé maintenant.
<b>Total</b>	<b>42 milliards+</b>	
<i>Remarque : Les montants des revenus se basent sur des estimations statiques provenant principalement du ministère des Finances Canada, du DPB et de Statistique Canada, sans égard aux répercussions comportementales.</i>		